fr

Press release | 15.04.2014

Santé animale

Un non-lieu dans l'affaire de la vache folle, mais des mesures au niveau européen

Le Parlement européen, réuni en session plénière, a voté aujourd'hui deux rapports relatifs à la santé animale (1). Alors que l'on apprend que le parquet de Paris a demandé le non-lieu général dans l'enquête sur "la vache folle", **Michèle RIVASI**, députée européenne Vice-Présidente du groupe des Verts/ALE, s'indigne qu'aucune responsabilité n'ait pu être trouvée dans ce scandale sanitaire et alimentaire d'ampleur :

"Comment est-il possible, après 17 ans d'instruction, de conclure qu' "aucun lien objectif et irréfutable ne pouvait être établi entre les éléments en cause et les décès", qu'il "n'a pas été démontré que les produits vendus par les usines concernées contenaient des protéines animales" et "qu'aucune volonté de contourner les législations n'a pu être caractérisée chez les personnes mises en examen" ? Mais de qui se moque-t-on? L'enquête avait pour mission de désigner les responsables, et aujourd'hui personne ne l'est : les responsables d'usines d'aliments pour bovins poursuivis – et encore vivants- pour avoir propagé l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) peuvent dormir sur leurs deux oreilles... " Depuis juin 2013 les farines animales sont à nouveau autorisées pour les poissons d'élevage. Même si l'on parle désormais de protéines animales transformées, les risques ne sont pas pour autant totalement exclus : les erreurs et les fraudes tout au long de la filière sont possible et l'autocontrôle par l'industrie agroalimentaire est tout sauf convaincant et fiable. D'autant plus que Michèle Rivasi s'était vue refuser la visite de l'usine SARVAL Ouest (2), en février 2013, par son président, M. Jean-Pierre Hurel... L'industrie a-t-elle des choses à cacher?

L'eurodéputée rappelle en outre que les dérives dans les marchés de denrées alimentaires sont nombreuses, comme l'ont montré les récents scandales de la viande de cheval à la place du bœuf etc. (2) 'Mais on voit, avec ce non- lieu, que les lanceurs d'alerte n'ont pas été entendus, et une fois de plus que les lobbys ont tiré leur épingle du jeu...Le Parlement européen, en votant deux rapports renforçant la qualité, la fréquence et l'effectivité des contrôles officiels européens dans le secteur des viandes, offre davantage de protection au consommateur. Même si, ce dernier, devrait considérablement réduire sa consommation de viande pour une meilleure santé et une meilleure planète!"

(1) Rapport Pirillo "Contrôles et activités servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques" : l'objectif de ce texte est de rassembler dans un texte législatif unique les contrôles officiels concernant tous les secteurs de la chaîne agroalimentaire, pour réagir de la manière la plus immédiate à des situations d'urgence. Le Rapport Paulsen "sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la santé animale" : l'objectif de ce texte est de créer un cadre réglementaire simplifié, ouvert et clair permettant une répartition juste et précise des tâches et des responsabilités entre les autorités compétentes des États membres, les institutions européennes, le secteur agricole, les propriétaires d'animaux, etc. en matière de surveillance, de prévention et de contrôle des différentes maladies animales.

(2) Usine spécialisée dans l'élaboration de substrats protéiques à base de matières d'origine animale, destinés à être utilisés en fertilisants, en alimentation pour l'aquaculture ou en application technique pour l'industrie chimique.

Recommended

Opinion

© Christian Kaufmann



[Healthy food starts with healthy farming. Europe must …]

04.11.2026

Study



PFAS levels in Europeans

01.10.2026

News

©zsofia-vera



PLENARY FLASH Greens/EFA Priorities 15 to 18 June

15.06.2026

Opinion



[Toxic Beauty: How the EU’s new cosmetics rules could p…]

07.04.2026

Responsible MEPs



Michèle Rivasi

Member

Please share

- E-Mail